

Conclusion

Au terme de ce parcours, force est de reconnaître que la société française n'a livré qu'une partie d'elle-même. Certains comportements restent méconnus. L'une des explications est le manque ou l'obsolescence des données. Comment est-il par exemple possible que les données détaillées sur l'usage de la télévision, qui reste le premier loisir des Français, restent réservées aux chaînes et aux publicitaires, car elles appartiennent à une entreprise privée (la société Médiamétrie) ? Que penser de données sur les emplois du temps qui remontent à 1999 ? Nul ne semble s'inquiéter réellement de cet état de fait.

La statistique n'est pas seule en cause : la recherche laisse de côté de très nombreux domaines, pourtant indispensables à la compréhension du monde contemporain, quand bien même les données existent. Les sociologues qui travaillent sur des sujets aussi essentiels que les revenus, la mobilité sociale ou la consommation ne sont qu'une poignée. Dans certains domaines, comme l'exclusion ou l'immigration, ils se comptent par dizaines... Personne ne conteste la nécessité de ces travaux. Il n'en demeure pas moins que, pour partie, la sociologie française s'attache aux « dominés », oubliant que, pour analyser les processus de domination, il faut aussi regarder vers le haut. L'exercice recèle de nombreuses difficultés pour l'expert qui se retrouve alors lui-même en position de « dominé » économiquement et culturellement,

comme l'ont montré Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon à propos de la grande bourgeoisie ¹.

Ce déficit ne relève pas que de choix statistiques ou de recherche. Amour, haine, ressentiment, confiance... les comportements humains résistent pour partie à l'analyse sociologique. Mieux vaut laisser la psychologie des acteurs aux psychologues. Cerner les limites de l'épuration permet de dresser un portrait plus fidèle, quitte à admettre qu'il ne montre pas tout.

Notre parcours a permis de mettre en lumière des constantes, qui marquent en profondeur la société. La grande modernisation sociale française date des années 1960 et 1970 ². De l'automobile à la télévision, en passant par la distribution des rôles hommes-femmes, l'éducation ou la santé, c'est à cette période que les évolutions ont été les plus fortes. Contrairement à des discours répandus, la période actuelle semble pour une bonne part une phase d'intégration de ces mouvements. Une partie non négligeable des commentateurs confondent ces mutations et le déclin des formes traditionnelles d'organisation de la société. Les formes familiales d'aujourd'hui sont plus souples, plus ouvertes, mais aussi plus fortes, car elles reposent davantage sur le consentement. L'on fait moins d'enfants, mais ceux-ci sont beaucoup plus souvent choisis. Pour sa part, l'école doit se transformer pour accueillir de nouvelles populations, mais elle ne s'est pas appauvrie au contact des pauvres.

L'un des moteurs de cette transformation, l'émancipation des individus, ne s'est révélé ni en 1789, ni même en 1968. Ces deux moments forts de notre histoire ont cristallisé les revendications. Mais ils n'ont fait qu'accélérer des processus en germe de longue date, et ont mis sur la place publique des demandes qui n'étaient pas assez prises en compte par l'autorité publique.

Cette émancipation rend aux individus une part de choix dans leur destinée. Le processus le plus fort, qui traverse toute la seconde partie du ^{XX}^e siècle en France, est l'accès des femmes à une place nouvelle, moins déséquilibrée, de l'école à l'emploi en passant par le couple. Une quête encore inachevée : femmes, mais aussi jeunes, immigrés

1 Pour aller plus loin, voir Monique PINÇON-CHARLOT et Michel PINÇON, *Voyage en grande bourgeoisie*. *Journal d'enquête*, PUF, Paris, 2005 (2^e éd.).

2 Le bilan du septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) sur les questions de société n'a d'ailleurs rien à envier à ceux de ses successeurs...

ou populations peu qualifiées sont loin d'avoir accès à la même palette de choix que les autres. Dans ce domaine, l'école et sa démocratisation réelle ont un rôle prépondérant à jouer. Enfin, cette émancipation n'est pas acquise une fois pour toutes, comme le montre le développement de nouvelles formes d'orientation des comportements, qu'il s'agisse de la publicité ou des nouveaux moyens de surveillance, qui étendent leur emprise.

L'on comprendrait mieux les progrès de l'autonomie des individus, si l'on en mesurait les difficultés. Les sociétés démocratiques les plus libres sont marquées par davantage de conflits : chacun aspire en effet à être reconnu. Si certains jeunes des banlieues, d'origine maghrébine, se rebellent, ce n'est pas pour reconstruire l'islam dans les cités, mais parce qu'ils réclament le « respect » que la société leur doit et l'accès, comme pour les autres, aux bienfaits de la consommation. Si les couples divorcent, c'est aussi parce que les femmes sont plus autonomes sur le plan économique. La gageure actuelle, pour la société française, est de trouver le moyen de réguler ces conflits qui n'expriment pas une rupture du lien social et d'en réduire les conséquences.

Le processus d'émancipation ne doit pas être confondu avec une « individualisation des mœurs », qui affranchirait l'individu de son appartenance sociale, comme on a encore trop tendance à l'affirmer. Il a permis de découvrir une partie de critères d'identification, comme le sexe, l'âge, le territoire ou l'origine. Les transformations économiques de l'emploi ont modifié les contours des catégories sociales. En particulier, le monde ouvrier a nettement décliné, au profit de celui des services. Mais une grande partie du déficit de compréhension de la société actuelle tient dans le fait d'avoir confondu évolution et déclin. Avec leurs limites, les univers sociaux continuent à structurer en profondeur les comportements, dans tous les domaines. L'une des principales tâches de ceux qui veulent comprendre la société devrait être de comprendre les contours des groupes sociaux. Là encore, les travaux dans ce domaine ne sont pas légion.

Tandis que le capital économique structurerait hier les sociétés, désormais l'accès au capital culturel marque de plus en plus les écarts entre milieux sociaux. Un processus complexe est à l'œuvre. L'accès au savoir se diffuse, portant la remise en cause des ordres établis, des hiérarchies. Mais les inégalités persistent et se reproduisent dans le temps : la démocratisation scolaire reste partielle. Les inégalités qui

s'ensuivent bénéficient d'une légitimité plus forte que l'argent n'en avait hier, surtout en France. Pour partie, les univers se séparent. L'on assiste à l'essor d'une nouvelle bourgeoisie intellectuelle³ — que le terme « bobos » n'éclaire que partiellement —, qui vient compléter la bourgeoisie économique traditionnelle.

La bourgeoisie économique demeure la plus favorisée. Elle continue à jouir de ses privilèges et à en revendiquer « toujours plus ». C'est elle qui a notamment obtenu les diminutions d'impôts considérables de 2000 à 2008, qui ont miné les finances publiques.

La bourgeoisie intellectuelle, principalement installée dans les centres-ville, qui était aux fondements de la modernisation sociale, se montre de plus en plus réticente aux transformations en profondeur, à la remise en cause de l'ordre établi. Elle soutient notamment un certain conservatisme pédagogique et les menaces qui pèsent sur l'école unique. Elle valorise un « élitisme républicain », avec son académisme et ses grandes écoles, qui n'est autre qu'un élitisme social déguisé, parfois paré de mesures vitrines (« spéciales ZEP ») pour se faire accepter. Tout en prônant la « diversité » des élites, elle s'effraie de la jeunesse des cités repoussoirs de l'au-delà des périphériques. Elle méprise les couches moyennes des quartiers pavillonnaires⁴ et a en horreur la télévision des masses — qu'elle regarde pourtant...

Le décalage dans la façon de voir la société n'aurait guère d'importance s'il n'avait pas de conséquences sur les politiques publiques. Qu'importe si les journalistes pensent que tout le pays vit dans la « blogosphère⁵ » ? Le problème se pose surtout quand l'entreprise nationale des chemins de fer n'ouvre une partie de ses réductions qu'aux internautes, quand les institutions limitent leur accès sous prétexte de l'existence de sites Internet, etc. Certaines mesures ont des conséquences plus profondes. Présentes depuis la fin des

3 Le terme de « bourgeoisie » est utilisé par commodité pour décrire un groupe plus large que l'« élite ». D'une certaine façon, au sens marxiste du terme, ce groupe social pourrait se définir par la « propriété » des moyens de production du capital culturel, le contrôle du système éducatif, des médias, etc. De même, par « bourgeoisie économique », nous n'entendons pas les seuls détenteurs du capital, mais les couches aisées en général.

4 Si bien décrites par Henri MENDRAS dans *La Seconde Révolution française (1965-1984)*, Gallimard, coll. « Folio Essais », Paris, 1994 (nouv. éd.).

5 La sphère des « blogs », sites Internet auxquels chacun peut prendre part pour raconter sa vie personnelle, commenter l'actualité, livrer son expertise plus ou moins grande sur tel ou tel sujet, etc.

années 1990 environ, la remise en cause de l'école unique d'un côté, les baisses d'impôt de l'autre ont des airs de ressemblance : l'une favorise les diplômés, l'autre, les fortunés. Cette politique, soutenue par des gouvernements et des intellectuels de bords très différents, contient en germe une forte croissance des inégalités sociales.

De fait, ce qui porte le plus à conséquence est le décalage entre les élus et la société. Un décalage qui tient pour une part à la sociologie des partis, trop éloignée de celle du pays, ainsi qu'au centralisme parisien. Il tient aussi à l'incapacité des partis de mener une réflexion de fond qui dépasse les sondages d'opinion et l'analyse d'un groupe limité d'experts qui se renouvelle peu. Au-delà de l'univers politique, il pose le problème de la formation des élites françaises. Un système éducatif ultra-académique, qui reste très centralisé et dont les filières d'excellence demeurent fermées aux couches populaires, produit un ensemble de dirigeants issus d'un monde clos. Ce groupe n'a qu'une courte vue de la société. Il sursaute quand on lui fait valoir que le revenu médian est de 1 300 euros nets mensuels après impôts ou qu'à 3 500 euros un célibataire fait partie des 5 % les plus riches...

Cette situation n'est pas inéluctable. Une partie des chercheurs français ne s'en satisfont d'ailleurs pas. Les travaux de scientifiques cités dans le présent ouvrage et bien d'autres encore ouvrent de larges perspectives. Un certain nombre d'acteurs sociaux ont construit des pôles d'information qui, malgré des ressources très limitées, apportent des éclairages nouveaux. C'est le cas de la Fondation Abbé-Pierre dans le domaine du logement, du Secours populaire et du Secours catholique sur la pauvreté, de l'association Claris sur l'insécurité, de l'Observatoire des inégalités, etc. Tous produisent de l'information qui permet de mieux comprendre la réalité sociale.

Il en va de même dans l'univers politique. De nombreux élus locaux de divers bords ont noté l'écart creusé⁶. À bien des égards, le président de la République Nicolas Sarkozy a saisi une partie des transformations de la société française et s'adresse aux couches sociales populaires (*voir le chapitre 15*), à mille lieux de la thématique d'un monde « individualisé » cher aux chantres de la « modernité ».

6 On lira à ce titre le rapport édifiant du jeune député UMP de Haute-Loire Laurent Wauquiez (devenu par la suite secrétaire d'État à l'Emploi) sur les aides aux étudiants, remis au ministre de l'Éducation à l'été 2006. Il avait parfaitement analysé la situation des classes moyennes.

À droite comme à gauche, une partie des militants s'insurgent contre les discours inaudibles venus d'en haut... Encore faudrait-il que ces voix soient entendues et qu'elles se traduisent dans les faits — la politique menée par le chef de l'État depuis 2007 est ainsi en totale contradiction avec les discours tenus lors de la campagne présidentielle.

Il importe que tous ces efforts soient pris en compte. L'ampleur du décalage ne fait qu'attiser le ressentiment de nombreuses couches sociales qui s'estiment oubliées. En termes de politiques publiques, le gâchis est énorme. Les réductions d'impôts pour les plus fortunés ont soustrait à l'État des dizaines de milliards d'euros qui auraient été bien plus utiles s'ils avaient été employés pour moderniser les services publics : transports, écoles, garde d'enfants, hôpitaux, prisons, maisons de retraite... qui comptent pour beaucoup dans la qualité de vie. Dans le même temps, la « filiarisation » précoce de l'école et l'académisme à la française réduisent toujours les chances des couches populaires et moyennes, bradant l'avenir d'une partie des enfants.